

par Mamadou N'Doye, Secrétaire exécutif de l'ADEA et président du REPTA⁽¹⁾



Photo S. Petit

Sénégal.

10

L'Afrique face aux défis de l'éducation

● **Les indicateurs de développement de l'éducation en Afrique subsaharienne affichent des moyennes qui cachent de fortes disparités. L'appréciation fine des situations et des défis doit donc prendre en considération les différences entre les pays et chaque environnement.**

Commençons par les sources d'optimisme. Les tendances d'évolution entre 1999 et 2004 sont particulièrement encourageantes en Afrique subsaharienne. Le taux brut de scolarisation primaire est passé de 79 % à 91 %. Dans le même temps, les effectifs du secondaire ont augmenté de plus de 20 % et ceux du supérieur de plus de 50 %, pendant que les taux de transition entre les cycles évoluent aussi positivement⁽²⁾.

Mais, malgré ces résultats appréciables, sur les 77 millions d'enfants hors de l'école, la moitié se trouve en Afrique. Alors que dans le monde l'espérance de vie scolaire est près de onze années, en Afrique elle n'est que de 7,6 années⁽³⁾. Le taux d'alphabétisation des 15 ans et plus (61 %) est égale-

Madagascar.

ment inférieur à la moyenne mondiale (82 %). Et le niveau moyen d'éducation des adultes est estimé seulement à trois années. En somme, le stock d'éducation mobilisable en Afrique est insuffisant pour servir de socle à un cycle durable de développement.

De surcroît, il est inégalement réparti. Malgré les progrès, les filles représentent encore 53 % des enfants exclus de l'école primaire. Les disparités entre filles et garçons sont encore plus fortes dans les cycles secondaires et supérieurs. Toutefois, les plus graves discriminations frappent les ruraux, deux fois plus exclus que les urbains, et les plus pauvres, trois fois plus que les plus riches.

La qualité de l'éducation constitue une autre source de préoccupation. Moins des deux tiers des élèves achèvent leur scolarité primaire et, parmi eux, 50 % ne maîtrisent pas les apprentissages fondamentaux liés à la communication écrite et aux mathématiques. En fait, l'Afrique cumule, à tous les niveaux, les taux les plus élevés du monde de redoublements et d'abandons qui s'articulent aux facteurs de dégradation de la qualité : pénuries d'enseignants qualifiés, de matériels, de classes, etc. mais aussi temps d'apprentissage insuffisant, faiblesse des systèmes de gestion et d'évaluation...

Renforcer l'autonomie des écoles

Inclure les exclus et relever le défi de l'équité supposent des stratégies ciblées sur la demande et les besoins spécifiques des filles et des garçons habitant des zones difficiles d'accès, nomades, pauvres, orphelins du SIDA et de conflits civils... Carte scolaire et planification de proximité, classes et pédagogies multigrades, modèles d'école flexibles, abolition totale ou ciblée des frais scolaires, programmes alimentaires, transferts financiers conditionnels aux familles les plus pauvres, etc. : les expériences montrent que c'est possible. Elles exigent des approches et des collaborations intersectorielles afin de prendre en compte le caractère multidimensionnel de l'exclusion.

Les politiques d'amélioration de la qualité exigent avant tout d'assurer la base que sont les intrants essentiels : des maîtres compétents et en nombre suffisant, des infrastructures et des équipements, des livres et matériels et des élèves prêts à apprendre. Après, c'est l'effet école/classe qui fait la différence. Il signifie tout d'abord que chaque école/classe est unique. Dès lors, il convient de renforcer l'autonomie et la responsabilisation des acteurs à la base. Décentralisation et transfert des compétences, financements directs, participation communautaire et projet de développement représentent, entre autres, des instruments de renforcement de la responsabilité et de la dynamique de l'école. L'impact dépend, pour une grande partie, de la gestion. D'où l'importance de promouvoir un leadership transformationnel capable de fédérer les partenaires autour d'une culture de la qualité qui veut que chaque enfant soit éducatible à condition qu'on lui offre les conditions appropriées.



Photo A. Idée

En Afrique, toute politique de qualité qui se veut efficace doit aussi résoudre la question de la langue d'enseignement. Globalement, l'évaluation des expériences d'éducation bilingue, basées sur la langue parlée par les élèves, révèle des performances d'apprentissage plus élevées que dans les modèles utilisant exclusivement la langue importée de la colonisation.

Autre défi : la pertinence. L'éducation tire sa raison d'être de finalités économiques, politiques, ou bien encore culturelles. L'utilité et l'utilisation des acquisitions scolaires et universitaires méritent d'être questionnées au regard des besoins vitaux : croissance économique, lutte contre la pauvreté et les maladies, protection de l'environnement, citoyenneté démocratique... Outre la planification de l'éducation étroitement articulée à la formation du capital humain et social que nécessite la réalisation des programmes sectoriels de développement, il faut que les établissements scolaires et universitaires entretiennent une relation interactive avec les milieux productifs, économiques et sociaux afin de lier les compétences à développer à la recherche de solutions aux problèmes des communautés et du pays.

Une indispensable volonté politique

Défis de l'accès, de l'équité, de la qualité, de la pertinence ! Les facteurs et conditions de succès tirés des leçons de l'expérience peuvent se résumer ainsi : l'émergence d'une volonté politique forte qui lance et maintient dans la durée des réformes de coût-efficacité et des innovations porteuses, qui décident des arbitrages budgétaires favorables à l'éducation et mobilise les ressources actuelles et latentes de l'État et de la société en faveur d'une priorité érigée en cause nationale ; le développement et le renforcement des capacités sur lesquelles la volonté politique et les ressources s'appuient pour éclairer le processus de décision politique, planifier la mise en œuvre, conduire, gérer et évaluer efficacement les processus d'implantation ; une assistance extérieure efficace parce que significative, ancrée dans la politique interne, ciblant des déficits internes essentiels, coordonnée, flexible, prévisible et capacitante. ■

1. ADEAA : Association pour le développement de l'éducation en Afrique regroupant l'ensemble des ministères africains de l'Éducation et des bailleurs internationaux, REPTA : Réseau Éducation Pour Tous en Afrique.
2. Rapport mondial de suivi sur l'EPT 6, 2007.
3. Éducation pour tous en Afrique, EPT, Repères pour l'action, Dakar + 5, UNESCO 2005.